

liens et séculiers de tous les pays de l'Occident, qui se distinguèrent par leur instruction théologique ou leur zèle pour la cause de l'Eglise. Léon IX imprima par là au collège des cardinaux le caractère de représentant de l'idée de la réforme, dans le sens de l'émancipation de l'Eglise.

Le pape devait tenir surtout à ce que le droit d'élection du représentant suprême de cette idée restât aux mains d'un corps électoral uni par la conformité des intérêts au chef de l'Eglise qu'il était chargé de choisir. L'élection du pape devait être ainsi exclusivement le privilège des cardinaux, tandis qu'il fallait écarter à tout prix le concours du clergé et de la noblesse de Rome, et principalement celui du roi des Germains.

Ce n'est pas Léon IX qui réalisa de fait la réforme, mais bien son troisième successeur, le pape Nicolas II, qui déclara le nouvel ordre électoral en 1059, où se tint un grand synode réuni à Rome. D'après cette loi, le droit d'élection du pape revenait en première ligne aux cardinaux-évêques, auxquels devaient s'ajouter les autres cardinaux et le clergé. La participation de la noblesse et du Sénat de Rome était réduite à un minimum; le droit du roi des Germains (Henri IV) n'était plus que personnel, stipulé d'une manière très vague, et non transmissible par lui à ses successeurs, mais soumis à la clause d'être spécialement renouvelé. On a beaucoup controversé sur ce décret électoral de 1059, qui n'est arrivé jusqu'à nous que mutilé et modifié pour les besoins de la cause. Le texte primitif a été rétabli par Waitz avec beaucoup de perspicacité, mais il contient encore une foule de données vagues et équivoques.

Il fallut du temps, néanmoins, avant que le décret ne fût exécuté dans toute son intégrité. La noblesse et le clergé exercèrent longtemps encore une influence sur les élections, tandis que le droit du roi des Germains se trouva complètement écarté pendant les longues luttes entre les papes et les empereurs.

Ce n'est que cent vingt-cinq ans plus tard que la législation concernant l'élection du pape reçut un nouveau développement, sous le pontificat d'Alexandre III. La lutte était plus vive que jamais entre guelfes et gibelins. La guerre des investitures n'avait rien terminé, et le congrès de Venise, en 1177, après la bataille de Legnano, avait été pour l'empereur d'Allemagne une défaite plus sensible encore que l'humiliation de Canossa. Le collège des cardinaux était divisé lui aussi en partisans de la papauté émanée de la seule suprématie séculière et en partisans de l'empereur comme protecteur de l'Eglise. Ces deux courants avaient abouti à une double élection. Les adhérents de ce dernier principe proclamèrent Victor IV, ceux du premier Alexandre III, qui dut céder la place et se réfugier en France avec ses partisans. Après le congrès de Venise, cependant, Alexandre se vit en mesure de dicter des lois à l'univers. Il déclara entre autres de nouvelles décrets sur l'élection des papes et inaugura le principe de la majorité des deux tiers au sein du sacré-colège, tandis que jusqu'alors le pape n'avait été élu qu'à la simple majorité des voix. De plus, les autres éléments qui participaient jusqu'à l'élection, la noblesse et le clergé, furent définitivement éliminés, mais les décrets étaient muets quant au droit des empereurs. Ces décrets d'Alexandre III furent des plus salutaires à l'Eglise, qu'ils préservèrent pendant longtemps de tout schisme. On élaborait en outre à Rome un rituel fixe pour les élections; ce rituel, connu sous le nom d'ordo romanus, date de la seconde moitié du XII^e siècle.

Le nouvel ordre électoral contenait cependant une lacune. Lorsque la majorité des deux tiers ne pouvait pas être obtenue, la vacance du siège pontifical se prolongeait outre mesure. C'est ce qui eut lieu à l'élection de Grégoire X (1271-1280), où la vacance dura trois ans. C'est pour remédier à cet inconvénient que fut institué le conclave, dont l'organisation d'alors s'est maintenue jusqu'à nos jours avec quelques légères modifications, et dont le but était et est encore d'obliger les cardinaux électeurs à plus de célérité, en les soumettant à de grandes privations et incommodités.

C'est ainsi qu'avec le temps les cardinaux devinrent les seuls régulateurs de l'élection des papes et aujourd'hui encore c'est d'eux seuls que dépend l'heure et le malheur de l'Eglise romaine.

Les puissances catholiques de l'Europe, l'empire d'Allemagne surtout, tendèrent bien, probablement dès le XIII^e siècle, de faire valoir ce qu'on appelle le *ius exclusivum*, c'est-à-dire le droit de récusar les candidats au trône pontifical qui ne leur agréaient point. Mais l'Eglise n'a jamais reconnu formellement ce « droit », qui d'ailleurs est tout négatif, d'autant plus que l'institution des cardinaux-protecteurs, auxquels l'exercice de ce droit est confié, est absolument insuffisante dans sa forme actuelle.

Voici la conclusion textuelle de l'étude de M. Maurice Meyer :

« On n'exagérera point, par conséquent, en affirmant que la sauvegarde des intérêts les plus graves de l'Eglise comme de tous les Etats, au point de vue religieux et politique, dépend des cardinaux, c'est-à-dire, pour ce qui concerne spécialement la nation allemande, d'étrangers, de Romains, dont l'influence sur la vie ecclésiastique de la nation allemande a été incontestablement désastreuse. L'institution du collège des cardinaux a été une création artificielle, un rouage introduit dans l'organisme de l'Eglise mille ans après sa fondation, et qui s'est implanté, avec tous les inconvénients de son principe hétérogène et pernicieux, dans la hiérarchie primitive de l'Eglise, qui était basée sur les ordonnances du Christ et de ses apôtres.

« Et les cardinaux ont bien su exploiter les élections à leur profit. Dès le XII^e siècle ils ont presque toujours élu pape un de leurs et s'ils n'y parvenaient point ils prolongeaient la vacance du siège pontifical. De plus, ils ont fait maintes fois du conclave le théâtre des machinations les plus viles et des plus basses rancunes. Enfin, ils ont exclu systématiquement les représentants de la nation allemande du sein du sacré-colège, afin de les écarter d'autant plus sûrement du trône pontifical.

« Nous terminerons cet aperçu rétrospectif en appelant l'attention sur l'état de choses actuel, tel que Rome l'a fait. Il est du devoir des Etats et des hommes éminents au sein de l'Eglise catholique de transformer d'une manière qui réponde aux besoins du XIX^e siècle cette institution du collège des cardinaux, ce legs du moyen-âge, qui n'est qu'un dernier reste du régime féodal. »

Nous avons annoncé dernièrement que la Société de géographie de Berlin avait reçu un don de 1,000 th. de S. M. l'empereur Guillaume pour l'expédition qu'elle projette d'envoyer dans l'Afrique centrale. Elle vient de recevoir encore dans ce même but 300 th. de S. M. le roi de Saxe et 500 th. du corps des négociants de Berlin.

La question ouvrière, qui s'impose toujours de temps à autre à la suite de nouvelles grèves, fait en Allemagne l'objet d'une foule de dissertations. M. le professeur Held, de l'université de Bonn, vient de publier, entre autres, une brochure intitulée : « La presse ou-

vière contemporaine, » dans laquelle il passe en revue les partis socialistes et les hommes qui s'occupent des questions sociales, en les étudiant dans les journaux qui leur servent d'organes.

M. Held distingue d'abord les deux courants révolutionnaires dont le point de départ, pour ce qui concerne l'Allemagne, remonte aux doctrines de Lassalle, et qui ne diffèrent l'un de l'autre que par des procédés purement accidentels. Ce sont d'abord les socialistes connus sous le nom d'*Eisenacher Ehrlichen* (« les hommes francs d'Eisenach »), Bebel, Liebknecht et Bernard Meyer, qui sont internationaux et francs, c'est-à-dire qu'ils demandent sans réticence le renversement de l'Etat et de la société. Ce sont ensuite les partisans de l'Association générale des travailleurs allemands (Schweizer, Hasenclever, Hasselmann, Tölke), qui proclament moins haut leur « internationalisme », observent plus de prudence à l'égard de la police et, pour cette raison, les partisans de Bebel accusent de connivence avec le gouvernement prussien. A proprement parler, les deux courants suivent la même direction et les membres de ces deux partis socialistes ne se tiennent à distance les uns des autres que grâce à leurs éternels polémiques.

Un troisième courant socialiste est formé, selon M. Held, par les « associations de métiers Hirsch », que patronne M. Schulze-Delitzsch. Ces associations poursuivent l'amélioration de l'état actuel des classes sociales sans porter atteinte à l'ordre existant, mais quant aux moyens, et surtout pour ce qui concerne les grèves, ils font cause commune avec les deux branches des lassalliens.

M. Held donne ensuite un aperçu des opinions socialistes-politiques qui se font valoir dans toutes les classes de la population et qui ont leur point de départ dans un certain humanitarisme en faveur des ouvriers. Ces tendances se manifestent, soit isolément, soit collectivement. Parmi les socialistes constitués dans ce but et qui sont connus sous le nom de « congrès », M. Held mentionne principalement les *Katheder-Socialisten* et les *libre-échangistes* ou « hommes de Manchester ».

La première partie de la brochure, « à la suite de cette esquisse des partis eux-mêmes », est consacrée à la presse démocratique-socialiste et aux feuilles servant d'organes aux associations de métiers (*Gewerksvereine*). Les feuilles de l'Autriche citent de nombreux extraits. Dans la seconde partie, M. Held donne un aperçu des opinions et tendances prédominantes de la classe ouvrière et conclut en caractérisant l'attitude des *Katheder-Socialisten* à l'égard des associations ouvrières en général et des associations de métiers en particulier.

Autriche-Hongrie.

La Correspondance hongroise publie l'article suivant, sous le titre de : « Le Livre rouge et le comte Andrássy ».

Le Livre rouge présente tous les ans moins d'intérêt, ce qu'on peut aisément comprendre, vu la politique pleine de réserve que le comte Andrássy a inaugurée au ministère des affaires étrangères. Les délégués hongrois viennent d'examiner dans une récente réunion si la publication d'un pareil recueil de documents diplomatiques n'était pas superflue, puisqu'il n'atteint nullement le but proposé, celui de renseigner les délégués sur l'état de nos relations avec les puissances étrangères.

Les correspondances diplomatiques, du moins les parties intéressantes, sont composées d'instructions données aux représentants diplomatiques et de renseignements que ces derniers font parvenir au ministère des affaires étrangères. Les instructions renferment des révélations sur les projets de la politique austro-hongroise et indiquent la route que le représentant diplomatique doit suivre. On comprend que ces choses-là ne peuvent pas être publiées. Les renseignements des représentants, s'ils sont utiles, doivent nécessairement traiter des personnes et des situations; ils contiennent souvent des vérités peu agréables. Leur publication rendrait impossible la position des diplomates, ou on serait forcé de supprimer les parties essentielles. Donc le Livre rouge ne peut publier ni les instructions, ni les renseignements, ou, en outre, il doit garder un silence complet sur les affaires en voie de négociation. Il ne peut donner au pays une idée complète de l'activité du ministère des affaires étrangères.

En conséquence, les délégués hongrois demandent la suppression du Livre rouge dans l'avenir; d'un autre côté, voulant maintenir l'influence des Déléguations sur la politique extérieure de l'empire, ils expriment le désir que les correspondances aussi complètes que possible sur les affaires déjà terminées soient déposées sur les bureaux des Déléguations. Pour ce qui concerne les affaires en voie de négociation, le ministre des affaires étrangères donnera verbalement des explications aux délégués; en outre il mettra les deux présidents des ministères au courant de tout ce qui se passe, puisque, selon les lois, ces derniers sont obligés d'exercer une influence marquée sur les décisions du ministre des affaires étrangères. En même temps les présidents du conseil des deux parties de l'empire, ayant le devoir de répondre aux interpellations des députés sur les affaires étrangères, ils doivent connaître la situation entière pour y conformer leur réponse.

Ces principes admis, les députés des deux Parlements veilleront à ce que le droit de contrôle des représentants sur la politique extérieure ne reste point un droit illusoire et sans résultat pratique.

Dans cette même réunion on a vivement discuté l'attitude du ministre de la guerre, qui prend connaissance chaque année des décisions des Déléguations et promet d'agir en conséquence, mais qui ensuite se soucie fort peu de tenir ses promesses. — Les Déléguations ont décidé depuis longtemps que l'armée doit être réorganisée d'après le système des divisions territoriales; le ministre de la guerre y a adhéré et il se fait voter chaque année une somme assez ronde pour faire transporter les régiments dans leurs circonscriptions. — Mais au lieu de repatrier les troupes, il fait le contraire et emploie les ressources votées par les Déléguations, dans un sens opposé à leur destination. Les délégués hongrois ont décidé d'inviter le ministre de la guerre à effectuer la réorganisation de l'armée dans le plus bref délai.

Les feuilles cléricales reprochent au comte Andrássy sa politique de non intervention à l'égard de Rome. Ils disent que l'Autriche-Hongrie étant une puissance catholique, elle devrait prendre fait et cause pour le pape. Si le parti féodal réussit à se saisir du pouvoir, nous sommes ainsi avertis de ce qui nous attend. Un système féodal en Autriche et un régime conservateur en Hongrie avec le baron de Senyey en tête, entraînerait la rupture de l'entente de l'Autriche avec l'Allemagne et la Russie, pour faire de l'Autriche-Hongrie le champion de l'ultramontanisme en Europe. On comprend que les Austro-Hongrois n'aient pas grande envie de se prêter à ce rôle dangereux — *ad majorem Dei gloriam*.

Nous avons déjà dit que M. Rauscher, archevêque de Vienne, est depuis longtemps indisposé. Comme c'est lui qui devait bénir le mariage de l'archiduchesse Gisèle avec le prince

Léopold de Bavière, il est question maintenant de se croire indispensable; n'exposez personne à cette tentation, pas même un président de république.

On lit dans le *Journal des Débats* : « Le 7 avril, pendant que M. le duc d'Aumale était retenu à Versailles par la séance de l'Assemblée Nationale, M. le président de la République est venu lui rendre visite dans son hôtel, à Paris. Il a été reçu par la sœur du prince, la duchesse Anguste de Saxe-Cobourg (princesse Clémentine). »

« On écrit de Strasbourg à l'*Industriel alsacien*, à la date du 6 avril : « Hier est arrivé à Strasbourg, pour être versée au trésor d'Allemagne, une nouvelle mensualité de 250 millions sur l'indemnité française. »

« La lettre suivante se rapporte à l'incident qui a eu lieu le 7 avril à l'Assemblée Nationale à propos du rapport de M. de Sugny. »

« Paris, 10 avril 1873. »

« Monsieur, »

« La publication faite hier dans le *Journal de la République française*, d'une lettre écrite par M. Alph. Gent à M. le vice-président de la commission d'enquête sur le 4 septembre, nous autorise à vous adresser quelques explications sur la note que nous avons signée comme témoins de M. de Sugny. »

« Voici les faits : M. Nicolas, dont la déposition fait l'objet de l'incident, est un ancien officier de zouaves qui a pris une part considérable, en qualité de général de la garde nationale de Marseille, dans les graves événements sur lesquels la commission avait à poursuivre son enquête. »

« M. Nicolas avait demandé à être entendu par la commission. A ce moment, le rapport sur Marseille était déjà imprimé, elle décida qu'il était trop tard pour qu'il comparût devant elle, mais qu'il pouvait envoyer une déposition écrite, laquelle serait annexée aux pièces justificatives. Le rapporteur avait donc reçu la mission de publier un témoignage dont il n'était pas juge. Il a rempli ce mandat, rien de plus. »

« Les allégations contenues dans les dépositions restent sous la responsabilité des signataires. Il ne peut en être autrement, car les dépositions contiennent souvent des affirmations très contradictoires; le rapport seul peut exprimer les appréciations et les jugements de la commission. »

« Considérer un rapporteur comme responsable de ce qu'il renferme la déposition d'un témoin, alors surtout qu'il n'en a pas fait usage dans son rapport, nous a paru et nous paraît encore impossible. »

« Les traditions et les règles parlementaires imposent le devoir aux rapporteurs de faire abstraction de leur personnalité, et il appartient aux commissions qui ordonnent toutes les publications de répondre des œuvres qui émanent d'elles. Ainsi la commission d'enquête sur le 4 septembre, car elle a déclaré à l'unanimité prendre sur elle toutes les responsabilités, elle ne cherchera pas à s'y dérober le jour où elle aura à répondre devant l'Assemblée. »

« C'est par ces motifs que nous avons cru devoir déclarer à MM. Laurent Pichat et Adam, témoins de M. Gent, notre refus de rendre raison par les armes, et en imposant notre jugement à celui qui avait remis le soin de son honneur entre nos mains, nous avons la confiance d'avoir garanti à la fois la dignité de son caractère et la liberté nécessaire aux députés dans l'exercice de leurs fonctions. »

« Agréez, etc. »

« Signé : CHAPER, député de l'Isère. »

« BAINVILLE, député de la Somme. »

« M. Barodet, maire de Lyon, vient d'adresser la dépêche suivante au Comité fédéral républicain d'action électorale du département de la Seine : »

« Lyon, 10 avril, midi. »

« Citoyens, »

« Adhésion complète à votre programme. Je vous écris ce soir. »

« BARODET. »

« Le 9 avril, à huit heures du soir, salle de la Nation, rue du Temple, 79, a eu lieu la réunion des délégués syndicaux et des groupes corporatifs ouvriers, à l'effet de s'entendre sur l'envoi des délégations ouvrières à l'exposition de Vienne. »

« Le Rappel nous apprend que quarante corporations avaient envoyé des délégués. »

« On a décidé, en principe, la formation d'une caisse commune où les souscriptions seraient centralisées, et on a nommé quinze délégués chargés de provoquer, dans le plus bref délai, des assemblées corporatives extraordinaires pour y faire ratifier la décision de l'assemblée et pour en activer l'exécution. »

« On lit dans la *Liberté* : »

« Il nous revient de plusieurs côtés que différents groupes électoraux, émus du silence obstiné de M. de Rémusat, se sont mis à la recherche d'un candidat qu'on pourrait opposer à M. Barodet. Nous croyons qu'il faut encore attendre quelques jours avant de prendre une détermination définitive; mais si l'indécision devait se prolonger, nous rappellerions aux électeurs parisiens que nom de M. Daguin, président du tribunal de commerce de la Seine, a été mis en avant, aux précédentes élections, par plusieurs journaux conservateurs. »

« L'agence Havas annonce de son côté qu'un comité s'est formé à Paris pour soutenir la candidature de M. de Rémusat. Elle cite parmi ses membres MM. Denormandie, Allou, Rousset, Vacherot, etc. »

« Enfin le *Gaulois* publie une lettre qui propose pour le département de la Seine la candidature de M. Michel Chevalier. »

« Le 10 avril, à dix heures au Cercle français, présidé par M. le duc de Biscaccia, une réunion ayant pour objet le choix d'un candidat nettement monarchique. »

« On sait, dit le *Figaro*, que la rue Lepic est menacée de perdre son nom, qui a paru trop impérialiste au conseil municipal; il en est résulté une excellente lettre du général comte Lepic : »

« Je ne viens pas protester contre cette mesure toute républicaine et singulièrement patriotique, mais je tiens à vous apprendre, car vous semblez l'ignorer, que ce nom fut celui d'un soldat qui s'est élevé glorieusement aux premiers grades de l'armée, qui fut un des meilleurs généraux de cavalerie du premier empire, et que M. Thiers lui-même a qualifié : *Un des héros de l'armée*. »

« Et la lettre se termine par ces mots : « Grattez, messieurs, vous n'effacerez pas. » »

« L'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* dit qu'un escadron de cavalerie est dirigé sur Bourg-Madame. On craint, en effet, que les carlistes ne fassent une pointe sur Livria et ne commettent des dégâts sur le territoire français. »

« Le même journal affirme qu'un assez grand nombre de bourgeois carlistes et de prêtres, craignant les représailles et les effets de l'expatriation des populations de la Catalogne, se sont réfugiés dans le département des Pyrénées-Orientales. »

« Le président de la chambre syndicale du commerce d'exportation de Paris a adressé la lettre suivante à M. le ministre du commerce, au sujet de la convention postale en voie de négociation avec les Etats-Unis : »

« Paris, le 28 mars 1873. »

« Le commerce d'exportation attend avec une vive impatience la conclusion d'un traité postal entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. L'absence de convention réglant les conditions de l'échange des correspondances par les différents modes de transport cause un état de gêne et de souffrance susceptible, s'il se prolonge, de nuire à nos relations commerciales avec les Etats-Unis. »

« L'imminence d'une réduction de tarif pour le transport des lettres sur tout le territoire de l'Union est de nature à créer un obstacle sérieux et peut-être une impossibilité à l'issue favorable des négociations pendantes depuis si longtemps entre les deux gouvernements. »

« L'échange rapide, régulier et peu coûteux des correspondances est un des éléments indispensables à l'activité et au développement des affaires. Nos relations commerciales avec les Etats-Unis se sont accrues et tendent à s'accroître encore. Nos exportations, qui en 1871 s'élevaient à 129,875,305 fr., ont atteint en 1872 193,404,356 fr., soit d'une année à l'autre, une augmentation de 63,559,908 fr. »

« Il importe de ne rien faire qui puisse entraver l'essor de ce mouvement progressif. »

« Interprète le plus autorisé et protecteur naturel de nos intérêts commerciaux et industriels, il vous appartient d'user de votre haute influence et c'est avec confiance que la chambre syndicale du commerce d'exportation vient solliciter votre intervention auprès du gouvernement pour faire aboutir et hâter autant que possible la conclusion d'une convention postale qui donne satisfaction aux besoins et aux intérêts de notre commerce. »

« Veuillez agréer, etc. »

« Le président »

« A. PERSON. »

« Les dépositions continuent dans l'affaire des grands chefs arabes. Le 9 avril un Arabe, interprète de M. Férard, refuse de révéler le contenu de certaines lettres disparues qu'il avait traduites sous prétexte qu'il est lié par un serment professionnel. Les questions adressées par M. Thibault, avocat de Grenoble et défenseur d'Aziz, provoquent de nombreux incidents orageux. »

« La plupart des témoins persistent à rejeter la responsabilité de l'insurrection sur les bureaux arabes. »

« M. Dubouzet attaque le général Lallemand, qui est vivement défendu par d'autres témoins. »

« La cour charge le président de féliciter les témoins Hamed et Katry pour leur noble et courageuse conduite pendant le siège de Bougie. »

« L'avocat Thibault continue. »

« Constantine, 10 avril. — Maugiacacchi prétend que, le 24 mars 1871, le colonel Bonvallet lui annonça la révolte. »

« Ali-Chérif réplique que le témoin porte une accusation fautive contre le colonel. »

« Quoique le colonel Bonvallet, dit-il, sût que j'étais inculpé, j'étais à Alger à ce moment auprès du gouverneur. Il était donc facile de m'arrêter; il ne prévint même pas son supérieur. Vous seriez un ami imprudent pour le colonel si ce fait était vrai; mais il est faux. Si le colonel était présent à l'audience, je dirais ma pensée; mais il est absent, il me répugne de parler, je préfère me taire. »

« Une erreur judiciaire. — L'*Avenir de Rennes* publie le récit d'une affaire qui a causé un certain émoi dans cette ville, non pas à cause de l'importance du procès en lui-même, mais à raison de la façon heureuse et inattendue dont il s'est terminé : »

« La cour de Rennes a jugé le 6 une affaire extrêmement intéressante, il faut le dire; car il s'agissait d'un pauvre diable que le tribunal correctionnel de Quimper avait condamné « par erreur » pour vol à la peine de trois mois de prison. »

« L'erreur était manifeste, écriant. »

« Le malheureux, nommé Hervé Tassy, jeune homme habitant la commune de Cohars-Poussant, trouvait son alibi de la façon la plus victorieuse. »

« On lui reprochait d'avoir volé, le 20 novembre dernier, une vache à un nommé Tangy et de l'avoir vendue le même jour au marché de Quimper à un nommé Penlé, qui prétendait la reconnaître. L'heure de l'entrée à Quimper de la vache et de son voleur avait pu être nettement précisée. Ils avaient traversé, en effet, le faubourg de Loc-Maria, à une heure de l'après-midi. »

« Or, devant le tribunal de Quimper, Tassy avait prouvé, de huit heures à dix heures et demie du matin, on l'avait vu à cinq lieues de là charger du goémon à la grève de Moustelin; qu'à dix heures et demie il avait quitté cette grève avec sa voiture chargée, qu'il n'avait pu être de retour chez lui qu'à une heure de l'après-midi, et que, arrivé à sa demeure, s'il lui avait fallu se rendre à Quimper, il avait encore trois lieues et demie à faire. »

« En présence de dépositions aussi graves, M. le substitut du procureur de la République avait demandé au tribunal un renvoi à huitaine pour prendre de nouveaux renseignements. »

« Le tribunal, jugeant qu'il n'en avait pas besoin et que sa religion était suffisamment éclairée, retint l'affaire et condamna l'infortuné Tassy à 3 mois de prison. »

« A la cour, l'honorable conseiller rapporteur, M. Cropp, a apprécié en un mot cette procédure un peu rapide; mais le mot portait bien, et le public nombreux qui se trouvait là l'a soigneusement souligné. Il vaut mieux juger moins vite et juger bien, a dit l'honorable magistrat. »

« M. l'avocat général Nadauld de Buffon a pris ensuite la parole et déclaré qu'il s'associait à l'appel du prévenu et appelait lui-même de ce jugement malheureux qui a frappé manifestement un innocent. Car non-seulement le prévenu fait la preuve de son alibi au moment du vol et de la vente de l'objet volé, mais encore il a été pris depuis le jugement que, au retour de la grève, à une heure, il s'était rendu, après son repas, dans un champ voisin de sa maison, où il avait travaillé jusqu'au soir. »

« M. Hamard, défenseur de Tassy, a demandé à la cour de faire complète et éclatante la réparation due à son client et de ne point se borner à une déclaration d'insuffisance de preuves. »

« Il prie donc la cour de vouloir bien proclamer la complète innocence de Tassy, dont l'honneur doit sortir intact de ce débat. »

« La cour, s'associant aux conclusions du ministère public et de la défense, met à néant le jugement de Quimper, et, dans un arrêt formellement motivé, déclare innocent du vol qui lui a été imputé le pauvre Bas-Breton. »

« Néologisme. — On annonce la mort de M. Calley Saint-Paul, ancien député officiel au Corps législatif, ancien vice-président du conseil général de la Haute-Vienne; M. Calley Saint-Paul était beau-père du général Fleury et du duc d'Isly; son nom fut mêlé, sous l'empire, à différentes entreprises financières qui firent quelque bruit. »

« Les journaux français rendent compte

du singulier procès suivant qui vient d'avoir lieu à Paris :

M^{lle} Chaises étudie le piano; c'est un fait que le propriétaire et les locataires de la maison qu'elle habite ne peuvent, hélas! contester. En effet, la jeune artiste commence ses études à 8 heures du matin, et les termine à minuit, et cela sans repos ni trêve. Avec ce système, elle doit faire inévitablement beaucoup de progrès, mais cette considération n'a point ému les locataires indifférents, qui, à l'unanimité, ont menacé le propriétaire de démissionner. Voilà pourquoi M. Lacomme, avoué de M. de Sanges, propriétaire de la maison, se présentait hier devant le juge de référés et exposait sa plainte.

Il avait proposé à M^{lle} Chaises, mère de la jeune fille, de changer d'appartement, de monter au quatrième, et de prendre toutes les précautions pour assourdir le bruit du piano de sa fille; et tout en plaignant cette passion pour la musique, dont l'excès devait même nuire à la jeune fille, il l'avait engagée à observer le repos du dimanche.

M^{lle} Chaises souscrivait à ces propositions si raisonnables, promit tout; mais sa fille, qui probablement n'avait rien promis, n'en continua pas moins ses études avec la même régularité.

M. Lacomme a donc soutenu que la maison de son client était devenue inhabitable; que tout locataire doit habiter bourgeoisement et ne peut transformer son appartement en salle de danse ou de concert; qu'il y avait urgence, et qu'il appartenait au juge des référés de déterminer les droits respectifs du bailleur et du locataire.

M^{lle} Chaises et sa fille se sont présentées en personne à l'audience et ont répondu qu'elles n'avaient fait qu'user de leurs droits de locataires, et qu'il était exorbitant de solliciter des mesures ayant pour but d'apporter des entraves aux études.

Le président n'a pas été tout à fait de son avis, car il a rendu l'ordonnance suivante : Nous, président du tribunal.

Attendu qu'il est articulé par le propriétaire, demandeur, que la mineure Chaises, qui habite chez sa mère un appartement au deuxième étage de la maison située boulevard Haussmann, 137, trouble par ses études incessantes sur le piano, depuis la première heure de la matinée jusqu'à onze heures de la soirée, chaque jour, la jouissance paisible à laquelle ont droit les personnes occupant cette maison, dont la location dans ce quartier de Paris est essentiellement tranquille et bourgeoise;

Que le fait n'est pas dénié; qu'il est abusif; qu'il a motivé les justes plaintes des autres locataires;

Qu'il nous appartient de réglementer provisoirement, et dans l'intérêt de tous, l'usage continué que fait la locataire de cet instrument, dont le bruit incommodé ses voisins;

Qu'il y a urgence à réprimer un abus qui excède ce que l'on est habituellement tenu de tolérer en matière de bon voisinage;

Faisons défense à la veuve Chaises, de par elle ou par sa fille, de livrer à l'exercice du piano avant dix heures du matin et après dix heures du soir, et encore à charge d'interrompre au moins pendant deux heures au cours de la journée, et disons qu'en cas de contravention constatée à cette injonction, elle y sera contrainte par telle voie que de droit, nous réservant de statuer à nouveau à cet égard s'il y a lieu, ce qui sera exécuté par provision nonobstant appel...

M^{lle} Chaises espère bien au 1^{er} juillet quitter une maison aussi peu hospitalière, et de son côté le propriétaire songe avec joie qu'à la même époque il n'aura plus besoin de surveiller l'exécution de l'ordonnance qu'il vient d'obtenir.

Grande-Bretagne.

Le Times du 10 avril dit que M. Lowe, reconnaissant les désavantages pour les raffineurs anglais qui résultent de la réduction simultanée des droits sur le sucre brut et raffiné, a accordé un intervalle de 20 jours. Il réduira les droits sur le sucre brut le 8 mai et sur le raffiné le 28 mai.

La grève des pêcheurs de Kinsale a provoqué, le 8 avril, une mêlée entre les acheteurs de poissons, achetant aux pêcheurs français, et les pêcheurs anglais qui voulaient empêcher ce trafic.

La police est intervenue et a tiré sur les agresseurs. Une personne a été tuée, plusieurs ont été blessés.

Les troupes sont arrivées et ont rétabli l'ordre.

On mande de la Havane : « Le nommé Bidwell, qui à Londres portait le nom de Warren, le principal inculpé dans l'affaire du faux commis au préjudice de la Banque d'Angleterre, et qui avait été arrêté ici sous cette accusation, s'est assuré les services d'un avocat de cette ville pour le défendre dans l'affaire de la demande d'extradition. Il est possible que Bidwell séjournera ici quelque temps en attendant une décision. »

Le Daily Telegraph publie la dépêche suivante : « New-York, 8 avril. — Lorsque le gouvernement d'Angleterre demanda qu'on lui livrât l'homme accusé de complicité dans l'affaire des faux commis sur la Banque d'Angleterre, M. Castelar, ministre des affaires étrangères, répondit que, comme l'individu réclamé prétendait être un citoyen des Etats-Unis, le consentement du gouvernement des Etats-Unis devait d'abord être obtenu. »

« Une note à cet effet ayant été adressée au gouvernement de Washington, M. Fish, ministre des affaires étrangères, a par une réponse faite aujourd'hui, donné l'autorisation de livrer le prévenu. La requête de M. Castelar et la réponse de M. Fish ont été expédiées par le télégraphe. »

« Nous extrayons du *Field* les détails qui suivent sur une expédition tentée par le navire à voiles norvégien *Isbjornen*, pour atteindre le Spitzberg, en passant par Isbjornen, l'on devait déposer des provisions. L'*Isbjornen* avait pris la mer le 2 janvier dernier. Au début du voyage, le temps fut doux, mais ensuite le vent qui soufflait sud-ouest sauta au nord-est et devint plus froid. »

« Le 7 janvier, le thermomètre descendit à 10 degrés centigrades au-dessous de zéro. Dans la nuit qui suivit, Bear-Island, ou l'île de l'Ours, fut signalée à environ 3 milles de distance. Le 8 janvier, le vent tourna au sud-est et le temps se mit à la neige. Le navire commença alors à rencontrer des glaçons flottants, et une mer de glace fut aperçue à l'horizon. La route étant ainsi fermée au nord, il fut décidé de louver aussi près que possible du rivage, dans la direction de l'ouest, de tâcher d'atteindre l'île de l'Ours;

MAISON AMIOT A. MARCEROU

Grande rue des Ecuries, maison Bachmakow.

A L'OCCASION DES FÊTES DE PAQUES EXPOSITION DE FAYENCES ARTISTIQUES (Genre Palissy) garnies de fleurs et de plantes artificielles. GRAND CHOIX DEPUIS 1 R.

1013

M. et M^{me} Hencké ont la douleur de faire part aux amis et connaissances de la mort de
Jean-Marie Lavefve
décédé le 1^{er} avril. Le service funèbre aura lieu mercredi, 4 avril, à 11 heures du matin, à l'église de l'hôpital Alexandre, perspective Troitzky, quartier du régiment d'Ismaïlovsky, d'où l'on se rendra au cimetière catholique Marie.

Maisons de campagne à louer.
A la 16^{me} verst de la route de Peterhof, campements Matlew. Pour les voir et connaître le prix s'adresser à l'intendant de la campagne. 1054

AVIS AUX DAMES
pour 100 r. valeur réelle 300 r.
on vend véritable CHALE TURC, ancien, à présent le plus à la mode. S'adresser Perspective Nevsky, maison n° 21, logement n° 6, chambre n° 7, de 2 à 4 heures. 1052

JOHN SHRIMPTON ET C^o, AGENTS
49th Broadstreet, London

offrent leurs services aux acheteurs de marchandises de Manchester, Bradford, Leeds et Glasgow, savoir : Cottonades imprimées, Fils, Flanelles, Alpacas, Dress-Goods, Soieries, Tartan, Plais, Châles, Trowserings, Coatings, Draps, Tweeds écossais, et toute sorte de nouveautés. Payement en argent comptant et un pour cent de commission sur le montant net des factures des manufacturiers. Banquiers : London et Westminster Banque, Lothbury, London. H. V. 1045

Tous les frais d'embarquement doivent être payés par les acheteurs.

ACHAT ET VENTE

de diamants, pierres de couleurs, perles fines : objets anciens, meubles, bronzes, pendules, porcelaines, vases, groupes, statuettes, tabatières, émaux, miniatures, éventails, argenterie, points d'Alençon, toutes sortes de dentelles anciennes et modernes, cachemires turcs et différents objets de valeur. Petite Morskaja, maison Fedorow, n° 11, magasin de M^{me} Jakobson. 4012

REÇU

BENOITONS ET PIQUE-NIQUE
Œufs d'une nouvelle espèce
au dépôt de joujoux, rue Michel, n° de l'Assemblée de la noblesse, Ch. Tchernokhostov. 1056

Premiers des annonces pour l'Indépendance belge
HAASENSTEIN ET VOGLER
MAISON D'ANNONCES
fondée en 1855.
Bureaux : Hambourg, Lübeck, Berlin, Breslau, Leipzig, Dresde, Cologne, Francfort-sur-Main, Munich, Nuremberg, Stuttgart, Vienne, Prague, Bâle, Zurich, St-Gall, Genève et Lausanne.
Placement d'annonces de toute espèce dans tous les journaux et feuilles périodiques de l'univers aux prix des journaux mêmes.
PROMPTITUDE, CÉLÉRITÉ, ÉCONOMIE.
Comme p. diff. jour, soir, dim., angl., suisses, etc.
pour tous les grands journaux de Paris.
Breflère Wespign, Holldorff Illustré

EAUX MINÉRALES DE DROUSKÉNIKI.

Ouverture de la saison le 15 mai.

Ces bains sont situés dans le gouvernement de Grodno, à 17 verstes de la station Porotchéti du chemin de fer de Varsovie. L'efficacité des eaux et des bains de Drouskéniki est connue depuis de longues années et attire constamment un nombreux public. La localité de Drouskéniki, située au bord du Niémen, placée dans des conditions climatiques favorables, ayant des moyens de communication agréables et jouissant du confort et du bon marché, est un séjour d'été très agréable. A partir de cette année, la localité de Drouskéniki appartient à de nouveaux propriétaires qui ont formé la « compagnie des eaux » minérales de Drouskéniki » et emploient tous leurs efforts à améliorer la situation de ces eaux, tant sous le rapport médical que pour fournir le plus de confort possible au public.

On est prié de s'adresser pour la location des maisons de campagne mon louées jusqu'à présent à M. V. Stellich, gouvernement de Grodno, à Drouskéniki (Василию Ивановичу Штедличу, Гродненской губернии, мѣстечко Друсскѣники.)

C'est aussi en s'adressant à lui que l'on peut recevoir des informations sur les conditions auxquelles on peut louer des terrains pour y construire des maisons de campagne. 963

M^{me} Marie Boutourline fait part à ses parents et connaissances de la perte douloureuse qu'elle vient de faire dans la personne de son mari, le général d'infanterie 1051

Serge Boutourline
décédé dimanche 1^{er} avril, et annonce que les prières mortuaires auront lieu à une heure de l'après-midi et à 7 heures et demie du soir, dans le logement du défunt, Potchatskaïa, maison Kniajevitch. Le corps sera transféré à l'église de l'Amirauté mardi, 3 avril, à 9 h. et demie du matin, et de là transporté à Moscou pour être enterré au couvent de Simonow.

ON DEMANDE une bonne, munie de certificats et ayant toujours servi auprès des enfants. S'adresser Offiterskaïa, maison n° 19, log. 15. 1029

UNE FRANÇAISE

institutrice, connaissant l'allemand, désire accompagner une dame ou une famille partant pour l'étranger. S'adresser rue Litvaïna, maison Poehl, n° 48, log. 25. 1088

UNE DAME jouissant d'un certain revenu, habitant Paris en ce moment, veuve sans enfants, âgée de 30 ans, qui a reçu une brillante éducation et possède un talent de professeur de piano, désirerait entrer dans une famille en Russie comme dame de compagnie. S'adr. à M. Richard, Grand Hôtel, Petite Morskaja, n° 18. 1023

VENTE

de vins d'Italie supérieurs
purs de tout mélange, à Vassili Ostrow, 13^e ligne quai de la Grande Néva, maison n° 47. 418

LABORATOIRE COSMÉTIQUE
A. Gercke & C^o
1008 Grande rue des Ecuries, maison n° 6.

LOUIS MÜLLER pédicure et manucure, persp. Nevsky, 44, log. 31. 1050

VIENNA-EXHIBITION.

Un magnifique appartement de 9 pièces, richement meublé, au centre des affaires, peut être loué par un gentleman ou une famille de distinction, pour la durée de l'exposition, ou bien acheté avec tous les objets précieux qu'il contient : meubles, tableaux, antiquités, etc. Adresser les offres à F. Mihalovic, 15 Getreidemarkt, Vienne. 992

A VENDRE

riche ameublement pour boudoir en satin bleu 375 r. draperies, tapis, pêleuse, table en Sèvres, service à thé en argent, une belle collection d'armes anciennes.
Perspective Anglaise, n° 19, log. n° 3. 960

MELANOGENE.
TEINTURE PAR EXCELLENCE DE DIQUEMAR
ainé de Rouen.
Pour teindre à la minute en toutes nuances les cheveux et la barbe sans danger pour la peau et sans aucune odeur. Cette teinture est supérieure à toutes celles employées jusqu'à ce jour. Dépôt principal chez M. A. ROTZKOPF, au Gostinot-Dvor, à St-Petersbourg, et chez les principaux parfumeurs de Russie. O.P. 329

EAUX DE LANDECK.

Dans la Silésie prussienne, comté de Glatz.

Ces thermes, à 1,400 pieds au-dessus de la mer, se recommandent pour la saison qui va s'ouvrir par leurs sources sulfureuses de 23 degrés Réaumur ; des vasques et d'excellents bains de boue, des douches internes et externes ; une Salle d'inhalation, deux sources et un établissement à l'usage du petit lait. La réputation de Landeck pour la guérison d'un grand nombre de maladies chroniques est établie depuis des siècles. Landeck, riche en beautés de la nature, est confortablement installé pour chaque espèce de cure et peut être considéré, pour son climat doux et tempéré, comme une station de cure CLIMATÉRIQUE. Le nombre des baigneurs de la dernière année s'est élevé à près de 6 mille.

Ouverture de la saison le 1^{er} mai.

Le magistrat a titre de direction des eaux.

Signé : BIRKE, bourgmestre.

870

OBJETS D'ART ET CURIOSITÉS.

MM. C. Wertheimer et Joseph, de Londres, sont revenus ici pour acheter comme d'habitude des objets d'art et curiosités, soit : bronzes, candélabres, pendules, meubles, ivoires, cristaux de roche, boîtes en or émaillées, armes, etc., même à des prix très élevés. On les trouve à l'hôtel Klée, N° 29, entre 4 et 5 h. après-midi. On peut envoyer des photographies et des lettres. 1014

CADEAUX DE PAQUES

LE MAGASIN A. BEGGROW

(nouvellement agrandi)

FOURNISSEUR DE LA COUR IMPÉRIALE

Perspective Nevsky, n° 4.

recommande son riche assortiment en :
Tableaux modernes (écoles russe et étrangères) Aquarelles, Gravures, Photographies et Chromolithographies. Ouvrages de luxe, d'Art et d'Architecture. Articles pour le dessin et la peinture. Boîtes de couleurs. 1043

Fabrique de cadres. Ateliers de dorure et d'encadrements.

CAFÉ-RESTAURANT

DE

WOLFF frères

point de Police, maison Kotomine, au rez-de-chaussée.

Tous les jours dîners de 3 à 7 heures à 75 cop., de 4 plats et café

AU BEL ETAGE.

Dîners de 1 r. à 1 r. 50 cop.

NOUVEAUX CABINETS DE FAMILLE

Déjeuners, dîners et soupers à toute heure et à la carte.

ON SE CHARGE DE COMMANDES A DOMICILE. 1010

AU PASSAGE, 15 ET 17.

Ancienne Maison DARZENS.

Ces Magasins sont toujours le mieux assortis en Article-Nouveauté pour toilette de Dames. Grande variété de Peignes Girafes en écaille, en imitation et demi-écaille, Diadèmes et Épingles.

Grand choix d'articles en jais toujours très portés. Ceintures-nouveauté avec la Garniture pour tenir les Ombrables et les En-tout-cas. Éventails-nouveauté grand modèle. Mercredi prochain : Grande exposition d'œufs de Pâques et d'articles nouveaux pour cadeaux. Beau choix de Cravates de Dames, Parures Gabrielle et tous les modèles de la saison. Cannes, Stic et Cravaches pour Dames et pour Hommes. 1056

COULEURS POUR ŒUFS DE PAQUES

DE NUANCES VARIÉES

ŒUFS TRANSPARENTS DE SAVON GLYCÉRINE

ŒUFS A SURPRISES

DANS TOUS LES DÉPÔTS DU

LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG

Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, magasin n° 3.

au pont d'Anitchkow, maison Mednikow.

Grande Mestchanskaja, près de la rue aux Pois, maison Brunst.

Perspective Vosnessensky, au pont Vosnessensky. 1019

BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE

A ST-PETERSBOURG

1042

La direction de la Banque a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'étant en vertu d'un arrangement conclu avec l'administration de la Société du chemin de fer d'Orel-Vitebsk, chargée du paiement des coupons échus des actions et obligations de ladite Société à 5.0/0 d'intérêts par an, en billets de crédit, au dernier cours moyen du change sur Londres, elle en effectuera le paiement tous les jours, les dimanches et jours fériés exceptés, de 10 heures du matin jusqu'à 2 heures de relevée, dans ses bureaux, Quai Anglais, n° 26.

LA BANQUE COMMERCIALE

(TORGOVOY

DE

MOSCOU

1015

(Capital 5,000,000 r., dont 4,000,000 sont versés)

a l'honneur de faire part que le 17 (29) mars, année courante, une succursale de son établissement a été ouverte à Odessa.

Tous les actes concernant les affaires de cette succursale doivent porter les signatures de deux membres de la direction.

TABLEAU

de la situation des opérations de l'Association
communale d'assurance mutuelle contre l'incendie, établie à St-Petersbourg.

1^{er} avril 1873.

	Nom- bre.	Roubles.	Cop.
Immeubles assurés au 1 ^{er} avril 1873	2,296	72,550,394	—
Prime annuelle due pour l'assurance des immeubles 161,474 r. 47 cop.; en déduisant le rabais de 20 % cette prime sera de	—	142,297	67
Prime d'assurance versée du 1 ^{er} octobre 1872 au 1 ^{er} mars 1873, dans le courant du mois de mars.	—	62,864	22
Indemnités pour pertes causées par l'incendie :			
Du 1 ^{er} octobre 1872 au 1 ^{er} mars 1873	21	7,593	67
Dans le courant du mois de mars	2	666	50
Total	23	8,260	17
Capital de réserve de l'Association de l'assurance mutuelle :			
En espèces en caisse	—	1,846	90
En billets des emprunts intérieurs à lots gagnants	—	1,000	—
En obligations de la Société communale du Crédit immobilier de St-Petersbourg	—	249,000	—
En sommes portées au compte-courant de la Société du Crédit mutuel	—	102,300	—
Total	—	354,146	90
Capital avancé par la Douma :			
Porté au compte-courant de la Banque de l'Etat	—	300,000	—
Total général	—	654,146	90

L'assurance des immeubles se fait à l'administration de l'association, tous les jours, sauf les jours fériés, de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi.

Le but de l'Association de l'assurance mutuelle contre l'incendie, créée par l'administration de la municipalité de la ville, est de commencer par une réduction successive du taux de la prime d'assurance, pour en arriver ensuite à la suppression totale de la perception de cette prime. Conformément à ce qui précède, et suivant la décision de l'assemblée générale, le taux de la prime perçue sur les immeubles assurés à l'Association cinq années consécutivement, est réduit de 20 0/0.

Chaque assureur, à partir du jour de l'assurance de l'immeuble qui lui appartient, devient membre de l'Association communale et acquiert le droit de vote aux assemblées générales, qui sont saisies de toutes les questions importantes relatives aux opérations de l'Association.

Le cours de l'assurance commence à midi, à partir du jour du versement de la prime d'assurance et dans le cas de l'assurance d'un immeuble dans une autre Compagnie — à partir de l'expiration du terme de cette assurance ; or, il se peut à désirer que les avis au sujet de l'assurance des immeubles fussent notifiés, si faire se peut, deux semaines avant l'expiration du terme précité.

Les personnes qui, préalablement à l'assurance de leurs immeubles, auraient voulu se mettre au courant des droits et prérogatives des membres de l'Association, reçoivent gratuitement un exemplaire des statuts de cette Association.

Le siège de l'administration de l'Association communale de l'assurance mutuelle contre l'incendie se trouve : perspective Nevsky, n° 31, l'entrée par l'escalier de granit de l'Hôtel-de-Ville, à droite.

RÉOUVERTURE

DU DÉPÔT DE CRISTAUX ET PORCELAINES

de fabriques étrangères et russes

N° 79 et 81

maison Elisséiev, anciennement Tahr, persp. Vosnessensky, au coin de la Gr. Mestchanskaja. 992

AQUARIUMS

Plus de 100,000 poissons de différentes espèces, à partir de 5 c. la pièce, coquillages et coraux blancs, animaux amphibiens, pour terrariums. A vendre à bon marché et en grand choix au magasin M. Mulier, dans la Litvaïna, en face de la Kirotschnaja, maison n° 15, logement n° 13. 968



Le magasin de la fabrique

DU SAVON DES TSARS

qui se trouvait jusqu'à présent Gr. Sadovaïa, maison de la Bibliothèque Impériale, n° 14, est transféré, pour cause d'extension d'affaires, à partir du 8 avril, persp. Nevsky, maison de l'église arménienne, vis-à-vis le Gostinot-Dvor.

Le magasin de la fabrique du savon des Tsars, qui a toujours joui de la confiance flatteuse de l'honorable public, espère la mériter aussi à l'avenir par l'excellente qualité et l'élégance de ses produits cosmétiques et de ses parfumeries.

ON SE CHARGE

de la vente de maisons et de campagnes au comptoir des commissionnaires de Korotkevitch-Notchovny, situé persp. Nevsky, m. n° 45, à côté du Passage. En récompense de sa coopération, le comptoir reçoit de MM. les propriétaires la moitié de l'intérêt. On ne paie rien au comptoir lors de la déposition. 935

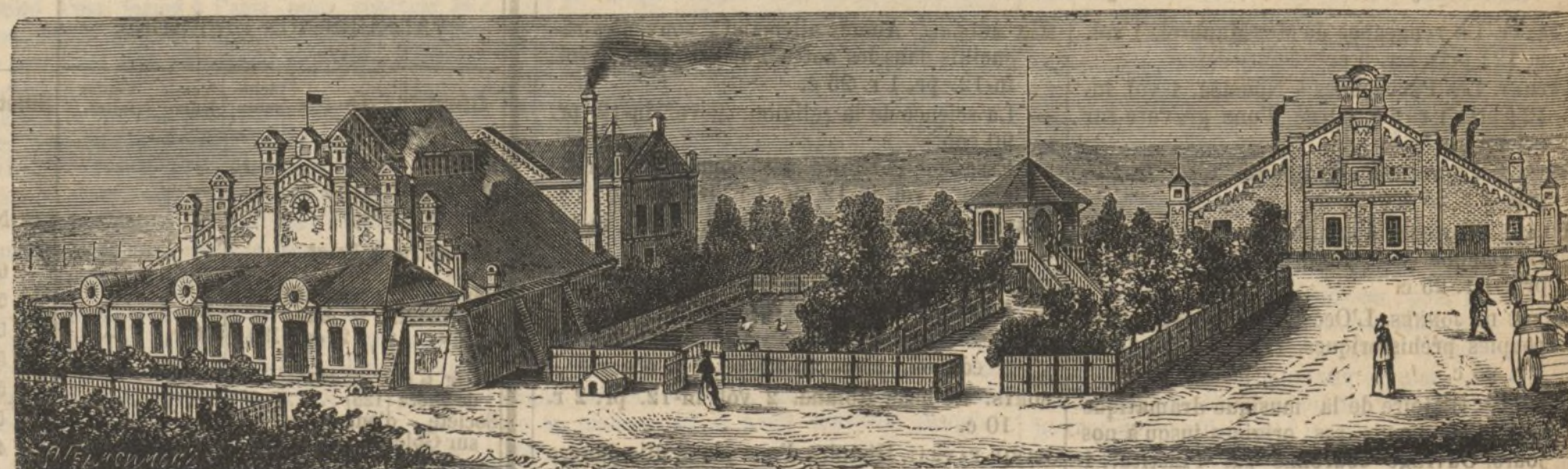
SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER

DE LA

BALTIQUE.

L'administration de la Société a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires de la Société du chemin de fer de la Baltique à la cinquième assemblée générale ordinaire, qui aura lieu le 26 mai de l'année courante à St-Petersbourg, au siège de l'administration de la Société, rue Galernaïa, n° 61, pour procéder à l'examen du compte-rendu de l'administration pour l'exercice 1872 et des conclusions de la commission de révision à ce sujet, ainsi qu'à l'élection d'un directeur et d'un candidat.

Les actionnaires qui désirent siéger à l'assemblée générale sont tenus de déposer à l'administration de la Société jusqu'au 19 mai inclusivement leurs actions ou certificats de dépôt des actions qui leur appartiennent à la Banque de l'Etat ou autres établissements du gouvernement ou bien dans les Banques privées de St-Petersbourg et des autres villes de la Russie, ainsi que chez les banquiers de la Société à l'étranger : Richter et C^o à Berlin, D. G. Schröder et C^o à Londres, V. Kinen et C^o à Paris, et Lippmann, Rosenthal et C^o à Amsterdam. 986



USINE

DE

COULEURS D'IMPRIMERIE

FONDÉE EN 1860

DE L'INGÉNIEUR-TECHNOLOGUE

J. J. BEGGROW

à St-Petersbourg.

Au delà de l'arc de triomphe de Moscou, sur les terrains de Volkovo, n° 90

a l'honneur de faire savoir que l'usine nouvellement organisée pour la préparation du noir de fumée vient d'entrer en activité. Les personnes qui désirent se procurer du

noir de fumée russe (hollandais)

sont priées de s'adresser exclusivement et en temps opportun à l'usine.

L'usine est actuellement en état de préparer 10,000 pouds de noir de fumée russe par an.